

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 22/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FAIVRE RAMPANT CARRIERES

Le Bas de la Chaux
25500 Les Fins

Références : UID257090/SPR/YR/2025-0721A
Code AIOT : 0005901530

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2025 dans l'établissement FAIVRE RAMPANT CARRIERES implanté Lieux-dits Le Goussot Percerots et Pâturage Neuve 25500 LES FINS. L'inspection a été annoncée le 19/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FAIVRE RAMPANT CARRIERES
- Lieux-dits Le Goussot Percerots et Pâturage Neuve 25500 LES FINS
- Code AIOT : 0005901530
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Exploitation d'une carrière de matériaux calcaires.

L'autorisation d'exploitation de la carrière a été renouvelé par arrêté préfectoral du 28 juillet 2004 pour une durée de 30 ans.

L'installation de traitement des matériaux (concassage, criblage) est autorisée par arrêté préfectoral du 2 juin 1986, cet arrêté autorise également une installation de lavage des matériaux.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Périmètre de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 28/07/2004, article 6	Demande d'action corrective	12 mois
6	Stockage des produits destinés à la vente	Arrêté Préfectoral du 28/07/2004, article 21	Demande d'action corrective	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Installation de traitement	Arrêté Préfectoral du 02/06/1986, article 1.1 et 2.1	Sans objet
2	Niveaux de Production	Arrêté Préfectoral du 28/07/2004, article 4	Sans objet
4	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 28/07/2004, article 14.1 et 14.2	Sans objet
5	épaisseur d'extraction et géométrie des fronts	Arrêté Préfectoral du 28/07/2004, article 19	Sans objet
7	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 28/07/2004, article 23 et 24	Sans objet
8	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 28/07/2004, article 25.1	Sans objet
9	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 28/07/2004, article 26.3	Sans objet
10	Suivi des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6 et 19.7	Sans objet
11	Surveillance des émissions	Arrêté Préfectoral du 28/07/2004, article 28	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	sonores		
12	Surveillance des niveaux de vibration	Arrêté Préfectoral du 28/07/2004, article 29	Sans objet
13	Remblayage partiel de la carrière	Arrêté Préfectoral du 28/07/2004, article 34	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que la carrière était globalement correctement suivie. La dernière modification réalisée sur le site est la mise en place d'une nouvelle installation de lavage des matériaux qui a été actée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 juillet 2025, cet arrêté a été pris après l'inspection.

Il a été constaté également plusieurs non-conformités, l'exploitant doit évacuer les stocks de matériaux finis et le matériel lié à la carrière qui sont actuellement situés en dehors du périmètre autorisé de la carrière.

L'exploitant doit également transmettre le nouvel acte de garanties financières qui doit être établi suite à la prise de l'arrêté complémentaire du 7 juillet 2025 et il devra transmettre les résultats de la mesure de bruit qui doit être réalisée cette année.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installation de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/1986, article 1.1 et 2.1			
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature des installations classées – Rubrique 2515 ; 4734			
Prescription contrôlée :			
<p>Art 1.1 de l'arrêté du 2 juin 1986 modifié par l'arrêté complémentaire du 7 juillet 2025 :</p> <p>La société Faivre Rampant Carrières, dont le siège social est situé 2 route de Fournets - Lieu-dit Bas de la Chaux - 25 500 LES FINS, est autorisée, sous réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté, à pratiquer les activités de la nomenclature des installations classées précisées ci-après, sur le territoire des communes :</p> <p>LES FINS, lieu-dit « Le Gousset », parcelles cadastrées section A n°11 et n°10, FOURNETS LUISANS, lieu-dit « Percerots et Pâturage Neuve », parcelles cadastrées section D n°181, 198, 199 et 231.</p> <p>Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :</p>			
Rubrique	Libellé de la rubrique	Régime*	Nature et volume des activités

2515-1a	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2.	E	Installation de broyage, concassage, criblage et lavage de produits minéraux. La puissance de l'installation est de 2 900 kW
4734-2c	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphtas ; k é r o s è n e s (c a r b u r a n t s d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de c h a u f f a g e domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires e n m a t i è r e d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.	DC	Stockage de GNR dans une cuve enterrée de 80 m ³ La quantité totale de GNR pouvant être stockée est de 80 tonnes

<p>E - Enregistrement ; DC - Déclaration avec Contrôle</p> <p>Art 2.1 de l'arrêté du 2 juin 1986</p> <p>L'installation, objet de la présente autorisation, a pour activité principale le concassage, le criblage et le lavage de matériaux calcaires extraits à l'aide d'explosifs au cours de l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert située sur le même site.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance pour la mise en place d'une nouvelle installation de lavage de matériaux. Cette modification entraîne une augmentation de la puissance des installations classées sous la rubrique 2515 qui passe de 2360 kW à 2900 kW. Il a été constaté que la nouvelle installation de lavage était en place. L'exploitant a indiqué que les tests de réglage de l'installation étaient actuellement réalisés et que la mise en service de la nouvelle installation devrait avoir lieu dans les prochains mois.</p> <p>L'arrêté complémentaire du 7 juillet 2025 pris après l'inspection a acté cette nouvelle activité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Niveaux de Production

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2004, article 4</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Niveaux de production</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La quantité annuelle autorisée à extraire est de 500 000 tonnes.</p> <p>La quantité totale autorisée à extraire est de 7 200 000 m³ environ comprenant de l'ordre 1 100 000 m³ de de stérile et 20 000 m³ de terre végétale (la densité des matériaux commercialisables est sensiblement de 2,4).</p> <p>La production pourra atteindre 600 000 t/an pour satisfaire les besoins de chantiers exceptionnels, tout en respectant une moyenne de 500 000 t/an calculée sur la durée de la période considérée telle que prévue à l'article 17 ci-après.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare tous les ans la quantité de matériaux extraits sous l'application GEREP. Les quantités déclarées sont inférieures à la quantité moyenne autorisée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Périmètre de l'autorisation

			l'intérieur du site o b j e t d e l'autorisation
FOURNETS LUISANS	D	181	49 a 95 ca
		231	3 ha 89 a 60 ca
		198pp	4 ha 23 a 10 ca
		199	2 ha 34 a 95 ca
		593	1 ha 71 a 13 ca
		592	6 a 20 ca
LES FINS	A	10	10 a 20 ca
		11	6 ha 44 a 80 ca
		571	2 a 60 ca
		573	16 a 81 ca
		574	1 ha 55 a 56 ca
		592	2 ha 08 a 17 ca
		570	1 ha 54 a 32 ca
		18	76 a 80 ca
		568	4 ha 81 a 40 ca
		20	36 a 70 ca
Total			30 ha 62 a 29 ca

pp : pour partie

L'exploitant signale toute modification cadastrale au préfet.

La superficie totale de la carrière est de 306 229 m². »

Constats :

Lors de la précédente inspection en 2024, il avait été constaté que le périmètre réel de la carrière ne correspondait pas avec le périmètre autorisé par l'arrêté du 28 juillet 2004.

L'exploitant a déposé une demande de mise à jour du périmètre de l'autorisation. Les modifications du périmètre de la carrière sont principalement dues à des redécoupages de parcelles cadastrales.

L'arrêté complémentaire du 7 juillet 2025 pris après l'inspection a acté la modification du périmètre de la carrière pour qu'il corresponde avec le périmètre réel.

Il a également été constaté la présence de matériel lié à la carrière, notamment des éléments de l'installation de traitement, sur les parcelles D272 et D273 de la commune de Fournets Luisans. Ces parcelles ne sont pas situées dans le nouveau périmètre de l'autorisation de la carrière. Ces parcelles sont situées en zone Nf du PLU de la commune de Fournets Luisans, cette zone ne permet pas d'activité en lien avec la carrière. Le stockage de ces éléments est considéré comme une activité connexe de la carrière et ne peut pas être réalisé sur ces parcelles.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le matériel lié à la carrière situé en dehors du périmètre de la carrière doit être évacué ou déplacé dans le périmètre de la carrière.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 12 mois

N° 4 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2004, article 14.1 et 14.2

Thème(s) : Autre, Garanties financières

Prescription contrôlée :

Art 14.1 de l'arrêté du 28/07/2004 modifié par l'arrêté complémentaire du 7 juillet 2025

L'exploitant doit avoir constitué des garanties financières d'un montant au moins égal à celui indiqué' dans le tableau ci-dessous :

Période	Phase 5 (période actuelle jusqu'au 14 mars 2029)	Phase 6 (5 ans - du 29 juillet 2029 au 28 juillet 2034)
Montant (en euros)	403 408	346 030

Il a été défini selon la méthode forfaitaire définie dans l'arrêté ministériel du 9 février 2004 en prenant en compte un indice TP01 de 132,2 (paru au JO du 16 avril 2025) et un taux de TVA de 20 %.

Le montant des garanties financières est établi en se basant sur le coût des opérations suivantes :

<ul style="list-style-type: none"> remise en état du site après exploitation. <p>L'exploitant transmet au préfet un document attestant la constitution des garanties financières de la nouvelle phase 5 dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté et pour les phases suivantes, trois mois avant expiration de la phase précédente.</p> <p>Art 14.2 de l'arrêté du 28/07/2004 : L'exploitant doit adresser au Préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières six mois avant leur échéance.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un acte de cautionnement montre la constitution de garanties financières pour un montant de 375 945 Euros. La caution prend effet le 1er août 2024 et se termine le 31 juillet 2029.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Suite à la prise de l'arrêté complémentaire du 7 juillet 2025, l'exploitant doit transmettre un nouvel acte de cautionnement pour la nouvelle phase 5 d'un montant de 403 408 euros. La nouvelle phase 5 se termine le 28 juillet 2029.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : épaisseur d'extraction et géométrie des fronts

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2004, article 19</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, épaisseur d'extraction et géométrie des fronts</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 19.1 : En fin d'exploitation le site présentera les caractéristiques suivantes : L'épaisseur d'extraction maximale ne doit pas dépasser 60 mètres du côté du terrain naturel le plus élevé (Nord et Nord-Est) en 4 gradins de hauteur unitaire maximale de 15 m, séparés par des banquettes sensiblement horizontales de 8 m de largeur. La zone Ouest (ancienne carrière) ne sera pas exploitée. Elle servira de lieu de dépôt de matériaux inertes d'apport extérieur. La limite ancienne carrière non exploitée et extension à l'Est sera constituée de 2 gradins de 15 m de haut séparés par des banquettes sensiblement horizontales de 8 m de largeur. La zone Sud comportera 3 gradins de 15 m de hauteur unitaire maximale séparés de banquettes sensiblement horizontales de 8 m de largeur.</p> <p>Art 19.2 : L'extraction des matériaux se déroulera en six phases principales de 5 ans selon le plan de phasage de l'extraction et coupe ci-joint (figures C à l'échelle du 1/2500 et C bis au 1/5000).</p> <p>Art 19.3 : La cote d'altitude minimale du carreau inférieur en légère pente montante de 3 % du Sud-Est au Nord-Ouest variera de 928-930 mètres NGF à 950-952 m.</p> <p>Art 19.4 : Des banquettes sensiblement horizontales d'une largeur d'environ 8 m doit être aménagée en séparation des gradins ; cette largeur sera maintenue jusqu'en fin d'exploitation.</p> <p>Art 19.5 : Les banquettes ainsi constituées doivent progresser avec les fronts d'abattage et être conservées durant toute la durée de l'exploitation de la carrière.</p> <p>Art 19.6 : Les bords supérieurs de l'excavation sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites sur lesquelles porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. L'exploitation de la masse doit être arrêtée, à compter des bords de la fouille, à une distance</p>

horizontale telle que, compte tenu de la nature et de l'épaisseur tant de la masse exploitée que des terres de recouvrement, l'équilibre des terrains voisins ne soit pas compromis.
Constats : La cote minimale de 929 m NGF a été atteinte dans la partie Sud Est de la carrière. La cote minimale dans la partie Nord Ouest n'a pas encore été atteinte. Il a été constaté que l'extraction de matériaux était actuellement réalisée sur plusieurs fronts dans deux zones, une zone dans la partie Sud Est de la carrière et une zone dans la partie Est. La hauteur des fronts est inférieure à 15 m.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Stockage des produits destinés à la vente

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2004, article 21
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des produits destinés à la vente
Prescription contrôlée : Les produits finis seront stockés à l'intérieur du périmètre autorisé à côté des installations de broyage - concassage.
Constats : Lors des précédentes inspections, il avait été constaté que des stocks de produits finis étaient situés en dehors du périmètre autorisé, sur la parcelle cadastrale A9 de la commune des Fins. Il a été constaté que le stock de produits finis sur cette parcelle avait diminué mais des matériaux sont toujours stockés sur cette parcelle. L'exploitant a indiqué que ce stock était évacué en fonction de la demande.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit finaliser l'évacuation du stock de produits finis situé sur la parcelle A9 de la commune des Fins. L'exploitant ne doit plus stocker de produits finis en dehors du périmètre autorisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois

N° 7 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2004, article 23 et 24
Thème(s) : Autre, Plan
Prescription contrôlée :

<p>Art 23 : L'exploitant doit établir un plan de la carrière à une échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, - les bords de la fouille, - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, - les zones remises en état, - la position des éléments de surface à protéger visés à l'article 19 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. <p>Art 24 : Ce plan est mis à jour au moins une fois par an ; l'exploitant doit le tenir à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le dernier plan d'exploitation de la carrière, sa dernière mise à jour est daté du 12 décembre 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Prélèvement d'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2004, article 25.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 25.1 de l'arrêté du 28 juillet 2004 modifié par l'arrêté complémentaire du 7 juillet 2025 L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les prélèvements d'eau et favoriser le recyclage. L'alimentation en eau de la carrière est assurée par le réseau d'eau potable pour une utilisation sanitaire. Le raccordement au réseau public d'alimentation d'eau est équipé d'un disconnecteur.</p> <p>Art 3.2.4 de l'arrêté du 2 juin 1986 modifié par l'arrêté complémentaire du 7 juillet 2025 Les rejets d'eaux de procédé de l'installation de lavage des matériaux à l'extérieur du site autorisé sont interdits. Ces eaux sont intégralement recyclées à partir du système de traitement des eaux en provenance des installations de lavage. Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles ni à des rejets de boues et de particules fines à l'extérieur du site autorisé. Le produit utilisé (floculant) pour le traitement des eaux de lavage contient moins de 0,1 % d'acrylamide résiduelle.</p> <p>Art 3.7 de l'arrêté du 2 juin 1986 modifié par l'arrêté complémentaire du 7 juillet 2025 L'alimentation en eau de l'installation de lavage des matériaux est uniquement réalisée à partir de la récupération des eaux pluviales stockées dans un bassin de récupération d'un volume de 12 000 m³</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare la consommation d'eau annuelle sous l'application GEREP. La consommation d'eau était de 2 652 m³ en 2023 et de 1 928 m³ en 2024. L'eau provient du réseau AEP et est utilisé</p>

<p>pour les besoins sanitaires et en appoint pour l'ancienne installation de lavage des matériaux.</p> <p>Il a été constaté la présence du bassin de récupération des eaux pluviales qui permet d'alimenter en eau la nouvelle installation de lavage des matériaux. L'exploitant a indiqué que la nouvelle installation de lavage n'utilise pas l'eau provenant du réseau. Les eaux de l'installation de lavage sont entièrement recyclées et il n'y a pas de rejet lié à cette activité.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la consommation devrait diminuer avec la nouvelle installation de lavage des matériaux.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les boues de l'installation de lavage seront utilisées pour le remblaiement de la carrière.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2004, article 26.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées par des hydrocarbures et des matières en suspension telles que les eaux de ruissellement sur aire étanche (approvisionnement en carburant des engins de chantier, entretiens - vidange - petites réparations des engins -aires de stationnement, ...) doivent transiter par un dispositif débourbeur séparateur d'hydrocarbures équipé d'un obturateur automatique avant d'être acheminées dans le milieu naturel en respectant les normes fixées à l'article 26.2. ci-dessus.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté la présence d'une aire étanche, les eaux pluviales de ruissellement sont rejetées au milieu naturel après avoir transitées par un débourbeur séparateur d'hydrocarbures.</p> <p>L'exploitant a indiqué que le nettoyage du débourbeur séparateur d'hydrocarbures était réalisé une fois tous les deux ans. Il a indiqué que le prochain nettoyage devait être réalisé au mois de juillet de cette année. L'exploitant a présenté le justificatif du dernier nettoyage réalisé le 31/07/2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Suivi des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6 et 19.7
Thème(s) : Risques chroniques, Air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 19.6 : Le plan de surveillance comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ; - le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des

premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;

- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.

Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

Art 19.7 : Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme « NF X 43-014 (2017) » dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.

L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

Constats :

L'exploitant a présenté le plan de surveillance des émissions de poussières. Le plan comporte 5 points de mesures : deux points en limite de propriété situé au Nord la carrière, l'un de ces points est situé entre la carrière et l'ISDI voisine, un point témoin et deux points au niveau des habitations les plus proches. Le plan de surveillance est commun à la carrière et à l'ISDI voisine.

Pour l'année 2024, les mesures de retombées de poussières ont été réalisées en mai et en novembre.

Les mesures réalisées en 2024 au niveau des habitations les plus proches respectent le seuil de 500 mg/m²/jour. Pour l'habitation située au Sud les retombées de poussières sont de 250 et 249 mg/m²/jour. Pour l'habitation située à l'Est les retombées de poussières mesurées sont de 201 et 419 mg/m²/jour. L'exploitant a indiqué qu'un terrain de motocross est situé à proximité du point de mesure pour l'habitation située à l'Est ce qui peut expliquer le niveau d'empoussièrément plus élevé sur ce point pour la mesure réalisée en novembre 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Surveillance des émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2004, article 28

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Prescription contrôlée :

En dehors des tirs de mines, les dispositions relatives aux émissions sonores des carrières sont fixées par l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement

<p>par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.</p> <p>Une campagne de mesure de bruit sera effectuée au bout de 2 ou 3 ans ; d'autres campagnes pourront être demandées par l'inspection des installations classées en cas de plainte, de mauvais résultats ou de progression des fronts vers des habitations.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'une mesure de bruit devait être réalisée par le bureau d'étude Sciences Environnement cette année.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre les résultats de la prochaine mesure de bruit.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Surveillance des niveaux de vibration

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2004, article 29</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vibration</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.</p> <p>[...]</p> <p>Le respect de la valeur ci-dessus sera vérifié dès les premiers tirs réalisés sur la carrière et dans les conditions représentatives d'exploitation, puis à la demande de l'Inspecteur des Installations Classées par campagnes périodiques.</p> <p>Les résultats des mesures doivent être tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.</p> <p>Dans le cas où une campagne de mesures mettrait en évidence le dépassement de normes, une étude est alors élaborée afin de déterminer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine de ces dépassements, - les moyens à mettre en œuvre pour respecter les normes précitées. <p>Pour chaque tir de mines, la charge unitaire instantanée ne doit pas dépasser 156 kg.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis les derniers plans de tir réalisés. Une mesure de vibration est réalisée pour chaque tir de mine. Pour les 3 derniers tirs de mines, la mesure de vibration a été réalisée dans l'enceinte de la carrière. Pour le tir de mine du 26/03/2025, la vitesse maximale était de 2,33 mm/s au niveau du bureau. Pour le tir de mine du 03/06/2025, la vitesse maximale était de 7,81 mm/s au niveau d'un stock de gravier. Pour le tir de mine du 12/06/2025, la vitesse maximale était de 5,13 mm/s au niveau du bureau.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Remblayage partiel de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2004, article 34
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets inertes
Prescription contrôlée : Art 33.2 de l'arrêté du 28 juillet 2004 modifié par l'arrêté complémentaire du 7 juillet 2025 Les principales modalités sont les suivantes : - les dépôts de matériaux inertes provenant de l'extérieur (de l'ordre de 10 000 t/an) [...] Art 34.1. : Le dépôt de matériaux inertes (talutage de certains fronts et comblement partiel de l'excavation) ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Les matériaux extérieurs doivent être préalablement triés, c'est-à-dire avant d'entrer sur le site, de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes. Art 34.2. : Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination. Art 34.3. : L'exploitant doit tenir à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités pesées, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre. Art 34.4. : Les matériaux autorisés sont des matériaux solides et inertes tels que déblais provenant des chantiers de terrassement, de construction, de rénovation, de démolition ou de carrières, constitués exclusivement de bétons, briques, tuiles et céramiques, matériaux de construction à base de produits minéraux naturels, de terres non polluées, pierres et cailloux. La terre végétale sera stockée à part et devra recouvrir les dépôts avant plantation. Art 34.5. : Les matériaux interdits sont les matériaux non inertes et en particulier les matières fermentescibles (papiers, bois, cartons, végétation, etc) ainsi que les hydrocarbures, peintures, solvants, produits bitumineux frais ou à base de goudrons, émulsions, plâtres, sables de fonderie, ferrailles, ordures ménagères, pneumatiques et les matières plastiques ou tout composé souillé par ces éléments ou pollué par tout autre produit. Le site ne peut accepter de déchets provenant d'une installation classée pour la protection de l'environnement autre qu'une carrière, et de lieux potentiellement pollués. Tout dépôt de déchets à base d'amiante est strictement interdit sur le site. Les déchets en provenance des pays étrangers sont interdits. Une liste des matériaux admissibles pour la mise en remblai et ceux qui sont interdits sera affichée en permanence à l'attention du préposé au contrôle et à la pesée des véhicules. Art 34.6. : L'exploitant doit vérifier que les déblais venant de l'extérieur ne contiennent pas de déchets interdits ; avant enfouissement, ils doivent subir sur site un examen visuel et olfactif ainsi qu'un tri qui permettent de déceler des éléments indésirables (bidons, fûts, ferrailles, etc) par déchargement des camions sur une aire étanche ; cette aire sera entourée par un caniveau relié à un point bas également étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels ; ces eaux devront transiter par un décanteur - deshuileur, équipé d'un obturateur automatique, avant leur rejet qui devra respecter les normes de l'article 26.2 ; la prise d'échantillon devra être possible ; une benne pour la récupération des refus est à mettre en place. Cette aire et ses aménagements seront réalisés dès l'arrivée des premiers matériaux inertes en provenance de l'extérieur du site. Art 34.7 : En cas de chargement pollué ou douteux, le camion sera refusé. Si après déchargement sur l'aire étanche, les matériaux ne sont pas acceptables ou s'il y a doute, ils seront immédiatement rechargés dans le véhicule resté en attente.

Constats :

L'exploitant a déclaré un apport de déchets inertes de 3 810 tonnes en 2024 pour le remblaiement de la carrière. L'exploitant a indiqué que depuis le renouvellement de l'enregistrement de l'ISDI voisine par arrêté préfectoral du 24/10/2024, il n'y avait pas eu d'apport de nouveaux déchets inertes dans la carrière.

L'exploitant a toutefois présenté les dernières DAP pour l'apport des déchets inertes dans l'ISDI réalisé depuis le début de cette année, ces documents n'appellent pas d'observations.

Type de suites proposées : Sans suite